

Conseil National de l'UMP
Samedi 30 Janvier 2010
Discours de François Fillon

*

Mesdames et messieurs les Ministres,
Cher Xavier, Cher Jean-Pierre, Cher Jean-Claude,
Mes chers amis,

Avant de vous parler de nos régions, je veux vous parler de notre nation car c'est elle qui nous rassemble et nous oblige au meilleur de nous même.

Depuis 2007, la France a changé.

Nos conservatismes et nos tabous ont été bousculés.

Avec le Président de la République, nous avons engagé toutes les réformes promises; nous sommes allés vite pour éviter les blocages.

Notre pays, que l'on disait immobile est en mouvement.

Notre peuple que l'on disait résigné n'a pas succombé au choc de la récession.

Malgré une crise financière et économique d'une rare violence nous avons poursuivi notre effort de réformes.

Nous avons dû faire face à une situation inédite.

Nous l'avons fait du mieux que nous pouvons en cherchant toujours l'intérêt général.

Naturellement, je mesure les craintes et les attentes qui traversent notre société. L'opposition n'a pas le monopole de la lucidité !

Lundi, à la télévision, le Chef de l'Etat s'est montré tel qu'il est: à l'écoute et dans l'action, proche de nos concitoyens mais fidèle à son cap.

Face à la rapidité et à la brutalité de la mondialisation, la France et l'Europe n'ont pas d'autre choix que d'élever le niveau de leur compétitivité et de leur solidarité.

Soit nous renonçons à cet effort, et alors notre déclin est inéluctable.

Soit nous nous battons, par nos réformes, par notre innovation, par notre unité nationale et notre solidarité européenne, et alors nous pourrons tenir notre rang.

Dans cette épreuve, il faut une mobilisation nationale.

Mobilisation de nos forces économiques et sociales qui doivent comprendre que leur défi est commun.

Mobilisation des citoyens qui doivent mesurer qu'il faut donner à la France autant qu'elle leur donne, car si chacun croit pouvoir égoïstement sauver ses acquis sans efforts et sans partage, alors notre prospérité économique et notre modèle social sont condamnés à moyen terme.

L'esprit républicain n'a jamais été aussi évident, aussi légitime.

Le sens de l'intérêt général; le refus du fatalisme qui est l'antichambre du déclin; cette conception du progrès humain qui ne se perd pas dans la course au profit; cette volonté de placer notre patriotisme au service d'une Europe plus décidée: c'est autour de tout cela que se joue le destin de la France et de notre continent.

Au-delà des sondages, des humeurs changeantes du jour, ne perdons jamais de vue l'essentiel, et l'essentiel est de laisser à nos enfants le pouvoir de vivre dans une nation libre, solidaire et respectée de par le monde.

Depuis plusieurs mois, Mes chers amis, vous préparez le rendez-vous des régionales.

Sous l'impulsion de Xavier Bertrand et de Jean Claude Gaudin, l'UMP est désormais prête pour se lancer dans la bataille.

Le Président de la République avait fixé une feuille de route que vous avez su respecter.

Il avait demandé l'unité de la majorité présidentielle. Vous l'avez réalisé en trouvant des solutions équilibrées pour nos partenaires.

Je sais que ce ne fut pas toujours facile, mais personne ne peut accuser l'UMP de ne pas s'être montrée à la hauteur de ses alliances.

Chacun a été écouté et chacun a dû faire des compromis.

Maintenant, tout le monde devra se plier aux décisions prises.

Notre unité est un gage de clarté démocratique.

Dès le premier tour, nous jouerons cartes sur table, alors que nos adversaires joueront leur sort dans les coulisses entre les deux tours.

Il faudra dire et redire à nos concitoyens que la transparence et la cohérence sont chez nous, et que les manoeuvres sont chez nos concurrents.

Nous avons un mois et demi pour donner du sens à cette élection.
Un mois et demi pour mobiliser les électeurs. Les nôtres naturellement, mais aussi tous ceux qui ne se reconnaissent ni dans les extrêmes, ni dans la critique systématique.
Chaque territoire est un cas à part, avec ses spécificités et ses enjeux locaux.
Infrastructures, emploi, formation des jeunes, transport, sécurité, recherche, aménagement du territoire: tous ces sujets relèvent pour partie des compétences régionales.
Il revient à chacun de nos candidats de porter un projet stimulant pour leur région.
Il leur revient aussi de porter des valeurs car si ce scrutin est local il n'en est pas moins politique dans le sens le plus noble du terme.

Dans cette élection, je distingue trois grands enjeux communs.
Trois enjeux qui me conduisent à ne pas distinguer la modernisation de la France de celle de ses territoires.

Le premier, c'est celui de la démocratie locale.

Depuis 30 ans, la décentralisation a suscité un formidable essor démocratique, économique et culturel à la France.
Cette décentralisation a été un succès, mais elle se heurte à un double problème.
Le premier, c'est que parmi tous les échelons territoriaux, celui de la région reste mal connu alors que son rôle est de plus en plus crucial.

La France a besoin de régions fortes, rayonnantes, entreprenantes, et c'était d'ailleurs l'un des objectifs du Général de Gaulle, lui qui n'opposait pas l'unité nationale à la diversité régionale.
Le second problème, qui est lié à celui que je viens d'évoquer: c'est la complexité de la décentralisation française.
36.000 communes, 15.000 structures intercommunales, 95 départements, 22 régions... et je ne parle ici que de la métropole !
Comment rationaliser toutes ces politiques locales ?
Comment éviter les doublons, les dépenses inutiles ?
Comment rapprocher les citoyens des pouvoirs et des enjeux locaux ?
Ces questions sont au cœur de notre réforme des collectivités territoriales qui est débattue par le Parlement.

Nous voulons clarifier la décentralisation, et, pour cela, fédérer l'action des communes et des intercommunalités, et fédérer l'action des régions et des départements.

C'est une formule de bon sens, qui créera des synergies et qui renforcera la décentralisation.

La gauche y est hostile parce que le désordre du statu quo lui convient politiquement. Tous les arguments sont bons pour noircir nos desseins: la fin de l'autonomie financière des collectivités territoriales, le déclin des zones rurales, le décès des départements.

Face à ces mensonges qui masquent un réel conservatisme et bien des réflexes féodaux, je vous demande de défendre une idée moderne de la décentralisation.

Avec les Français, imaginons ensemble l'avenir de nos territoires au delà des cloisons qui opposent trop souvent les maires aux conseillers généraux, les conseillers généraux aux conseillers régionaux, les conseillers régionaux à l'Etat.

Face aux défis de la mondialisation, nos querelles de clochers n'ont aucun sens.

Nous sommes tous au service de la France, et la France a besoin d'une décentralisation plus efficace.

Le second enjeu, c'est celui de la reprise économique.

En ce début d'année, nous venons de réviser à la hausse notre taux de croissance pour 2010 à 1,4% au lieu de 0,75.

C'est le résultat des mesures rapides et ciblées que nous avons prises, et c'est la récompense du travail et du sang froid des Français.

Mais pour autant, la situation reste fragile. Tout notre défi est de créer les conditions d'une croissance durable et aussi forte que possible, notamment pour inverser la courbe du chômage.

La bataille pour la reprise économique exige au niveau de l'Etat comme au niveau régional une politique complémentaire, fondée autour de trois priorités.

Première priorité, c'est l'investissement.

Avec les 35 milliards d'euros destinés aux projets d'avenir qui seront financés par l'emprunt, nous cherchons à avoir 10 ans d'avance.

Aéronautique, spatial, voiture électrique, réseaux à très haut débit: nous allons miser à fond sur la France de demain.

C'est une opportunité pour vous et vos régions d'accompagner et d'amplifier le mouvement.

La seconde priorité: c'est la compétitivité.

La croissance passe par la conquête des marchés, et la conquête des marchés passe par celle de la productivité et de la compétitivité.

Avec la suppression de la taxe professionnelle nous allons injecter 12 milliards d'euros dans le circuit économique.

C'est un coup d'oxygène pour nos entreprises et pour nos emplois.

Là encore, c'est une occasion pour vos régions de renforcer leur stratégie économique et de s'engager pour la croissance.

La troisième priorité: c'est la maîtrise de nos comptes publics.

S'il était parfaitement légitime de combattre la crise en s'endettant, il est désormais nécessaire de se désendetter pour installer solidement la croissance.

Depuis trois ans, l'Etat fait des efforts.

Il ferme des bases militaires qui n'ont plus d'utilité opérationnelle.

Il rationalise la carte judiciaire pour optimiser les moyens de la justice.

Il regroupe ses services administratifs.

Il s'emploie à ne pas renouveler tous les fonctionnaires qui partent à la retraite: depuis 2007, 100.000 emplois n'ont ainsi pas été remplacés.

C'est une politique difficile, qui nous oblige à repenser le fonctionnement de nos administrations, mais c'est une politique d'intérêt national car les déficits ça n'est pas l'affaire des uns et l'insouciance des autres.

Depuis 35 ans, aucun budget n'a été voté en équilibre.

Ceux qui ont moins de 35 ans peuvent se dire que si cela a toujours été ainsi, cela peut bien durer encore un peu. Et ceux qui ont plus de 35 ans, se disent que c'est inéluctable.

Eh bien je dis que cela ne peut plus durer ainsi, et que cela n'est pas inéluctable.

C'est une question morale, car ça n'est pas à nos enfants de payer toutes nos factures.

Mais c'est aussi une question d'efficacité économique et de justice sociale car les dettes et les déficits nous tirent vers le bas.

Ils stérilisent la croissance.

Ils conduisent l'Etat à solliciter de plus en plus les marchés financiers au détriment des entreprises.

Ils fragilisent la confiance, dans la crainte d'augmentations futures des impôts car les Français sentent bien qu'une équation dans laquelle les prélèvements obligatoires représentent 41% du PIB, et les dépenses publiques plus de 55%, n'est pas tenable.

Ils mettent en péril nos politiques publiques.

Ils nous obligent à rogner peu à peu sur les dépenses non obligatoires, c'est-à-dire les dépenses qui alimentent l'activité et préservent la cohésion sociale.

Engager la résorption des déficits par la réduction des dépenses publiques, c'est donc lever une hypothèque qui pèse sur les initiatives et qui mine la confiance populaire en l'avenir.

Nous devons tous faire des efforts.

A quoi sert-il que l'Etat serre ses dépenses, si, par ailleurs, les dépenses locales ne sont pas tenues ?

Depuis une dizaine d'années, ces dépenses locales progressent de 6% par an, hors transfert de compétences. Elles ont évolué beaucoup plus vite que la richesse nationale.

A quoi sert-il que nous nous battions pour ne pas augmenter les impôts, si, par ailleurs, les impôts locaux augmentent ?

A quoi sert-il que l'Etat réduise le nombre de ses agents publics, si, par ailleurs, les embauches au niveau local se poursuivent.

Depuis 2000, 47.000 agents des collectivités territoriales ont été recrutés chaque année.

En avançant tous ces chiffres, je ne fais de procès à personne.

Nous sommes tous responsables !

J'ai été longtemps élu local et je connais parfaitement cette mécanique des dépenses qui conduit chacun à agir dans son coin, pour des raisons souvent légitimes. Mais au bout du compte, c'est la France qui paye la note.

Les collectivités territoriales, et notamment nos régions, doivent absolument se sentir partie prenante de l'effort de maîtrise des comptes publics.

Pour replacer notre pays sur une trajectoire vertueuse d'ici 2013, nous devons globalement économiser 50 milliards d'euros !

Jeudi dernier, lors de la conférence sur le déficit, le Président de la République a invité autour de lui tous les acteurs publics pour dresser un diagnostic de la situation et pour engager une action collective.

Que les responsables socialistes de l'ARF et de l'ADF aient refusé de participer à cette conférence n'est pas digne.

Les représentants des forces syndicales étaient présents mais les élus de la République ne l'étaient pas pour des raisons électoralistes. Ca n'est pas l'idée que je me fais d'une démocratie responsable.

Dans cette campagne, je demande à l'UMP et à toute la majorité présidentielle d'incarner la responsabilité fiscale.

Le troisième enjeu, c'est celui de la réforme.

J'entends l'opposition dire qu'il faut sanctionner le bilan du gouvernement pour enrayer les transformations qui ont été engagées et que nous allons poursuivre.

J'invite les Français à juger plutôt le bilan de ceux qui gèrent nos régions et le projet de ceux qui veulent les conquérir car c'est d'abord cela le sens de cette élection !

Nos régions ne sont pas des bastions hors de la République.

Elles n'ont pas vocation à être des forteresses derrière lesquelles se réfugient les conservatismes.

Il n'y a pas d'un côté l'Etat et de l'autre les collectivités locales, chacun travaillant de son côté, chacun faisant bouillir sa petite marmite.

Les défis de la compétition internationale, de la désindustrialisation, de l'emploi, du développement durable, du rétablissement de nos comptes publics: c'est une affaire collective, c'est une affaire qui transcende les clivages partisans, bref, c'est une affaire républicaine !

Je vous demande d'accompagner au niveau régional la transformation de notre pays, non de façon servile, non de façon mécanique, mais de façon constructive et créative.

Je vous demande d'incarner le mouvement et l'intérêt général.

J'entends la gauche souhaiter faire de nos régions des contrepouvoirs. C'est absurde, mais c'est aussi pernicieux sur le plan institutionnel car les assemblées régionales n'ont pas à se substituer au Parlement qui incarne la souveraineté nationale.

Lorsque j'étais Président de la Région des Pays de la Loire, je n'ai jamais considéré que j'avais pour mandat de m'opposer à Lionel Jospin qui était alors Premier Ministre, et ceci, quoi que je puisse penser de sa politique !

Des contrepouvoirs !

Mais au nom de quel projet alternatif ?

Depuis 2007, l'opposition s'est réfugiée dans la critique systématique, mais ne présente aucune politique alternative.

S'il est logique que les Français jugent notre action, je les invite aussi à juger celle de la gauche... En terme de crédibilité, j'assume notre différence !

Qui de la majorité ou de l'opposition est la plus crédible pour relancer l'économie ?

Nous, qui avons su gérer avec succès l'une des plus graves crises depuis 1929, ou ceux qui n'ont cessé de critiquer notre plan de relance?

Qui de la majorité ou de l'opposition est la plus crédible pour réhabiliter le travail et combattre le chômage ?

Nous, qui avons détaxé les heures supplémentaires, défiscalisé l'embauche dans les petites entreprises, fusionné l'ANPE et les ASSEDIC, multiplié les Contrats de transitions professionnelles, instauré le Fond d'intervention sociale avec les partenaires sociaux, où ceux qui ont imposé les 35 heures et prétendu que face au chômage «l'Etat n'y pouvait rien !».

Qui de la majorité ou de l'opposition est la plus crédible pour promouvoir le rayonnement scientifique et universitaire de la France ?

Nous, qui avons donné à nos universités leur autonomie et qui injectons près de 10 milliards de plus pour l'innovation, où ceux qui ont condamné cette autonomie ?

Qui de la majorité ou de l'opposition est la plus crédible pour engager la révolution du développement durable ?

Nous, qui avons le courage de mettre en place la taxe anticarbone, ou ceux qui l'ont dénoncée alors même qu'ils avaient signé la Charte de Nicolas Hulot ?

Qui de la majorité ou de l'opposition est la plus crédible pour combattre l'insécurité ?

Nous, qui avons fait baisser la délinquance de 14% et instauré les peines planchers, ou ceux qui les ont combattues ?

Qui de la majorité ou de l'opposition est la plus crédible pour défendre notre modèle social ?

Nous qui avons réformé les régimes spéciaux, mis en œuvre le RSA, renforcé la représentativité syndicale, ou ceux qui n'ont jamais eu la volonté de remettre en cause le statu quo ?

Qui de la majorité ou de l'opposition est la plus crédible pour combattre l'immigration irrégulière ?

Nous, qui avons installé les critères d'une immigration choisie où ceux qui réclament une régularisation généralisée ?

Qui, de la majorité ou de l'opposition, est la plus crédible sur l'Europe ?

Nous, qui avons sorti l'union européenne du borbier institutionnel, ou ceux qui en appelaient à un improbable plan B ?

Qui, de la majorité ou de l'opposition, est le plus crédible pour moraliser le système financier ?

Nous, qui avons augmenté la fiscalité sur les stock options, encadré et taxé les bonus des traders, fait la chasse aux paradis fiscaux, où ceux qui n'ont jamais eu de mots assez durs pour condamner le capitalisme boursier sans jamais passer aux actes ?

Et enfin, qui de la majorité ou de l'opposition, est le plus crédible pour redresser nos comptes publics et sociaux ?

Nous, qui, avec le Président de la République, ne remplaçons qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, reconduisons strictement les dépenses de l'Etat depuis 3 ans, nous qui avons la volonté de traiter à nouveau le dossier des retraites, ou ceux qui depuis 2007, disent non à la

réforme des administrations, non à la réduction des agents publics, non à la maîtrise des dépenses publiques, non, une fois encore et une fois de plus, à la réforme des retraites.

Sur cette question des retraites, le revirement de la première secrétaire du parti socialiste est décevant pour notre pays car l'avenir de notre système par répartition ne devrait pas être un enjeu partisan, mais un enjeu national.

La logique militante l'a malheureusement emporté sur le courage politique et l'intérêt général. Les apparatchiks ont fait taire les réalistes ! Chacun peut pourtant comprendre que l'évolution de notre démographie rend inéluctable une adaptation des règles actuelles.

C'est pourquoi, j'invite tous les Français à un consensus autour de la question des retraites.

Le choix du consensus est, je le sais, souvent plus difficile que celui de la posture critique, mais je ne puis me résoudre à ces conflits systématiques entre la droite et la gauche lorsque l'essentiel est en jeu.

Ce choix du consensus républicain, je l'appelle aussi sur la question du voile intégral.

Sur ce sujet important, les débats au sein de la majorité sont naturels et utiles.

Mais les tiraillements entre les uns et les autres ne sont pas acceptables.

Je veux rappeler quelques principes.

Le premier principe, c'est que sur une affaire comme celle-ci, qui touche à notre pacte républicain, la décision ultime relève du Président de la République et du Gouvernement.

Le second principe, c'est qu'avec Nicolas Sarkozy nous avons bien l'intention de légiférer. Il ne doit y avoir aucune ambiguïté à ce sujet.

Par le passé, j'ai été l'un des rares ministres à me prononcer dès le départ pour une loi interdisant le port du voile à l'école. Je n'ai donc aucune leçon de laïcité à recevoir.

Comme l'a dit le Chef de l'Etat, «la burqa n'est pas la bienvenue sur le territoire de la République».

Ca n'est pas une question de religion car l'immense majorité des musulmans ne peut accepter que l'Islam soit ainsi caricaturé. C'est une question de dignité et d'ordre public car dans notre société démocratique on ne masque pas son visage.

Le troisième principe, c'est qu'il faut tenter de rassembler toutes les forces politiques autour de cette question. D'où la nécessité de déconnecter le débat des élections régionales pour ne pas le brouiller par des enjeux électoraux.

Nous légiférerons au printemps, dans la foulée de la résolution politique qui sera débattue et adoptée par l'Assemblée Nationale. Je souhaite qu'autour de cette résolution, qui rappellera solennellement notre attachement commun à la dignité des femmes et à la laïcité, tous les républicains se retrouvent.

Le quatrième principe, c'est que nous devons bien définir le périmètre et les modalités d'application de l'interdiction du voile intégral. Pour cela, nous devons avoir en mains le maximum de garanties juridiques.

Voilà pourquoi, j'ai décidé de saisir le Conseil d'Etat, qui, sur la base du rapport Gerin mais aussi de la proposition de loi de l'UMP, nous présentera des recommandations juridiques.

Je dis bien juridiques, car pour ce qui est de la volonté politique du Gouvernement et du Parlement, elle s'exprimera clairement le moment venu !

Mes chers amis,

Pour que l'enjeu régional de ces élections soit préservé, nous devons répondre à une opposition qui, du parti socialiste au MODEM, de l'extrême droite à l'extrême gauche, ne craint pas de nationaliser sa critique.

Avec Xavier Bertrand, avec l'UMP, mon devoir est d'y répondre.

Il est de convaincre les Français que ce front du refus est stérile pour la France, comme pour nos régions.

Mon devoir est de dire la vérité sur les défis que nous devons relever tous ensemble.

Au service de notre avenir, je n'oppose pas la nation et ses régions.

Je ne divise pas l'intérêt général. Et je ne divise pas les Français.

Martine Aubry prétend que le parti socialiste devrait gagner toutes les régions.

Moi, je ne prétends rien, mais je sais une chose: ce ne sont pas les sondages qui font une élection, ce sont les citoyens !

Face aux scénarios que l'on prétend écrits d'avance, je vous demande de vous mobiliser.

Mobilisez-vous pour vos projets.

Mobilisez-vous pour une décentralisée renouvelée.

Mobilisez-vous pour vos valeurs.

Ne soyez pas sur la défensive car nous avons tout à conquérir !

Soyez audacieux pour votre région, mais soyez aussi fiers et courageux pour la France que nous servons.